



RECAP-AGRI

La balance commerciale alimentaire à fin août 2017

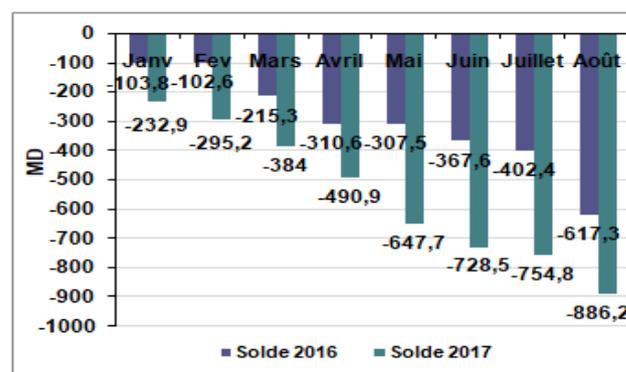
La balance commerciale alimentaire au terme du 8^{ème} mois de l'année 2017 s'est soldée par un déficit de 886,2 MD soit 131,4 MD de plus par rapport à juillet 2017 et 268,9 MD de plus par rapport au même mois de l'année précédente. La valeur des exportations est estimée à 2036,7 MD, celle des importations à 2922,9 MD. Le taux de couverture réalisé est de 69,7% affichant une baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à juillet 2017 où le taux avait été de 70,8% et une diminution de 4,8 points de pourcentage par rapport à fin août 2016 où il avait alors atteint 74,5%.

Cette baisse du taux de couverture est due à un taux de croissance des importations (+20,9%) plus élevé que celui des exportations (+13,2%) suite à une hausse importante des importations des viandes, du sucre et des huiles végétales aussi bien en quantité qu'en valeur par rapport au même mois de l'année précédente.

Il s'en est suivi que le taux de couverture a baissé de 4,8 points de pourcentage en glissement annuel.

La contribution du déficit commercial de la balance alimentaire par rapport à celui de la balance globale du pays s'est ainsi creusé de 1,3 point de pourcentage avec une part de 8,8% sur un déficit global de 10068,5 MD en 2017 contre 8253,5 MD en 2016 (+22%).

Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au terme du mois d'août 2016 et 2017.



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS.

Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Août 2017 (Résultats de 2017 par rapport à 2016)

La production de la pêche et de l'aquaculture à fin Août 2017 a été de 82,5 mille tonnes contre 82,7 mille tonnes réalisées à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 0,2%. La production aquacole réalisée à fin Août 2017 a été de 12 mille tonnes contre 11 mille tonnes réalisées à la même période de 2016.

Les exportations ont atteint 13,3 mille tonnes pour une valeur de 273,3 MD contre 13,1 mille tonnes et une valeur de 207 MD au terme du mois d'Août 2016, soit une hausse de 1,5% en termes de quantité et de 32% en termes de valeur.

Les importations ont atteint 20,4 mille tonnes pour une valeur de 113 MD contre 18,6 mille tonnes et une valeur de 95 MD au terme du mois d'Août 2016, soit des augmentations respectives de (+9,7%) et (+18,9%).

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche a été positif avec (+160,3 MD) à fin Août 2017 contre (+112 MD) enregistrés à la même période de l'année précédente, soit 43,1 % de plus.

NB : Les chiffres de l'année 2017 sont préliminaires.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.



Figure 1. Evolution du volume de la production, de l'exportation et de l'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture.



Figure 2. Evolution de la valeur des exportations et des importations des produits de la pêche et de l'aquaculture.

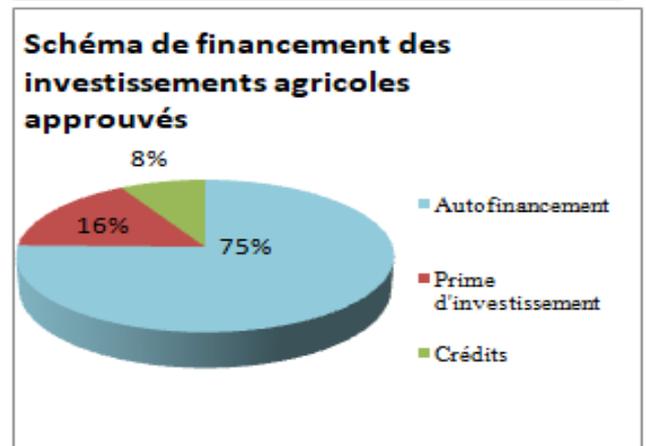
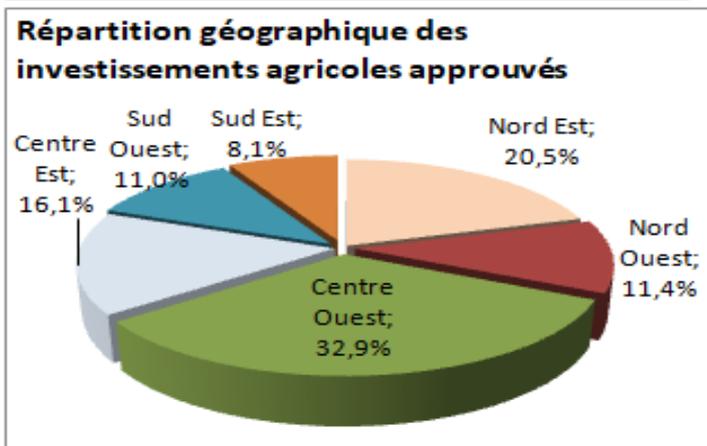
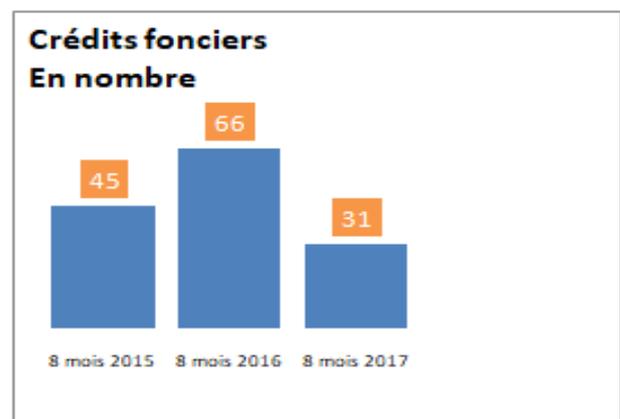
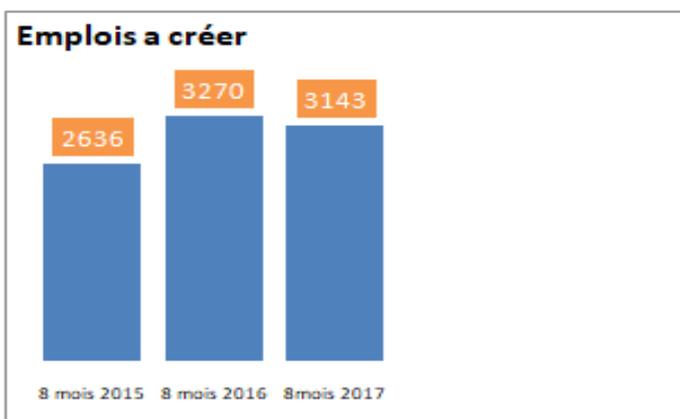
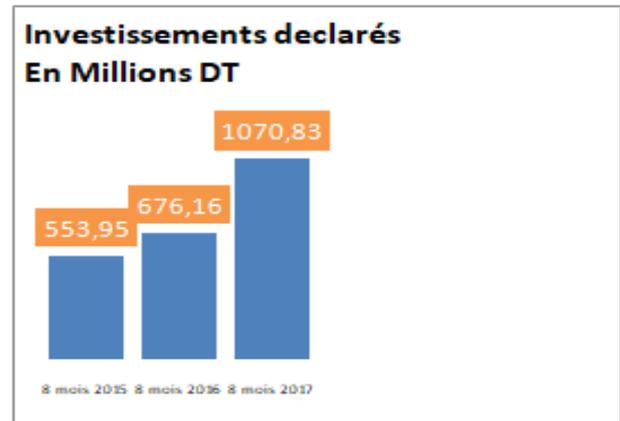
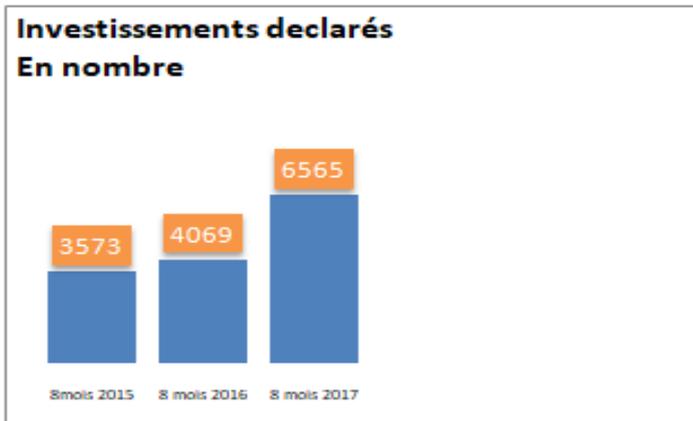


Figure 3. Evolution du solde des échanges extérieurs des produits de la pêche et de l'aquaculture.

LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES A FIN AOÛT 2017

Par rapport à fin août 2016 on distingue :

- Un rebond de 58,4% du volume des investissements déclarés.
- Une hausse de 61,3% du nombre des investissements déclarés.
- Une baisse de 3,9% des emplois permanents par la création de 3143 postes.



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'APIA.

Mercuriale du MIN Bir El Kassa (Septembre 2017)

Evolution de l'offre globale Septembre 2017/Septembre 2016

- Augmentation de l'offre globale des légumes (+12%)
- Augmentation de l'offre globale des fruits (+25%)
- Augmentation de l'offre globale des produits de la mer (+14%)

Evolution de l'offre des principaux produits



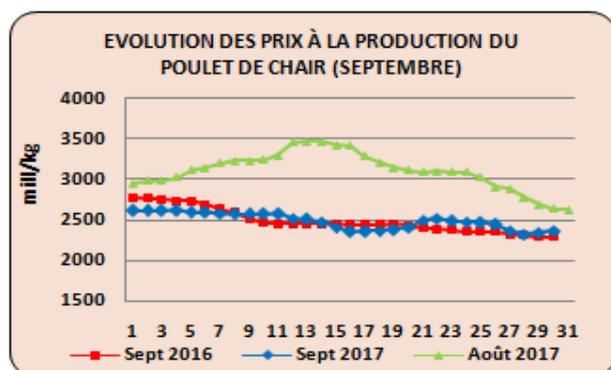
Evolution des prix des principaux produits



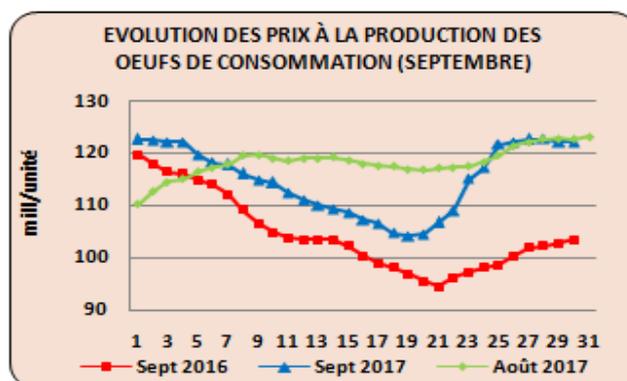
Source : Calculs de l'ONAGRI d'après la SOTUMAG

FLASH SUR LA FILIERE AVICOLE

Poulet de chair



Oeufs de consommation



L'observation de l'évolution des prix moyens à la production du poulet de chair courant septembre 2017 indique une tendance baissière entamant le mois à 2605 mill/kg enregistré le 01/09/2017 pour finir à 2360 mill/kg le 30/09/2017. De même on note une stabilité de la moyenne par rapport à celle de septembre 2016 (2481,1 mill/kg). Une comparaison avec le mois précédent montre une baisse des prix en septembre par rapport à août 2017, avec un prix moyen inférieur de 20% soit 2481,1 mill/kg contre 3103,1 mill/kg un mois auparavant.

Contrairement au mois de août 2017 les prix à la production des oeufs de consommation au cours du mois de septembre 2017 ont connu une baisse progressive passant de 122,6 mill/oeuf le 01/09/2017 à 104,2 mill/oeuf le 19 /09/2017 pour repartir à la hausse et clôturer le mois au même niveau que le début avec 122,2 mill/oeuf.

La moyenne enregistrée au cours de septembre 2017 a augmenté de 10,1% par rapport à celle du même mois de l'année 2016 (115 mill/unité contre 104,4 mill/unité).

Par rapport à août 2017, le prix moyen a baissé de 2,8% (118,3 mill/unité en août 2017).

Source : ONAGRI d'après le GIPAC.

Vers la création d'un observatoire tunisien des exploitations agricoles

Selon le Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord à Tunis, un Observatoire des exploitations agricoles en Tunisie sera créé avec l'appui de la FAO, dans l'objectif d'aider à la prise de décision et à l'élaboration des politiques agricoles appropriées grâce à la production d'informations qualitatives fiables. La création de cet observatoire vient couronner le projet "Renforcement des capacités de suivi de la diversité et des transformations des exploitations agricoles pour améliorer la formulation de politiques et le conseil agricole", mis en œuvre en collaboration avec l'organisation onusienne, sur une période de deux années. Cet outil qui se propose comme une assise pour les capacités acquises par

les compétences tunisiennes en matière de conception d'outils de suivi des exploitations agricoles, va aider à élaborer une approche méthodologique de typologie des exploitations et conduire des analyses qualitatives plus fines et générer des informations plus nuancées sur les diversités et les niveaux de performances et de productivité des exploitations agricoles familiales. Les données générées permettraient d'adapter les politiques agricoles et de mieux appréhender les fonctionnements et dynamiques de changements des exploitations familiales agricoles en vue d'améliorer leurs performances.

Source: www.webmanagercenter.com

La faim dans le monde reprend du terrain, la Tunisie pas épargnée selon une étude

La malnutrition reprend du terrain de façon inquiétante selon un rapport publié par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ainsi que le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Ce rapport intitulé «L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde» se penche sur la dénutrition infantile et plus généralement sur la faim dans le monde dont le niveau a reculé pendant le début des années 2000 et reprend légèrement de l'ampleur faisant craindre une inversion de tendance, et pour cause, 815 millions de personnes sous-alimentées ont été recensées en 2016 contre 777 millions un an plus tôt.

La Tunisie ne fait pas l'exception parmi les pays touchés par la malnutrition même si elle s'en sort mieux. En effet, suite à la révolution, le pays avait assisté à une flambée des prix des denrées alimentaires bien que, selon le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO, la Tunisie est restée le pays le moins touché en comparaison aux autres pays du printemps arabe.

Le taux de la population sous-alimentée en Tunisie est passé de 5,6% entre 2004 et 2006 à 5% entre 2014 et 2016. Le taux d'émaciation (perte de poids et amaigrissement sévère) chez l'enfant estimé en 2016 à 2,8%, est toutefois parmi les plus faibles taux d'Afrique aux côtés du Maroc (2,3%) et du Rwanda (2,2%).

En Tunisie, le retard de croissance chez l'enfant est passé de 9% en 2005 à 10,2% en 2016. Il reste le plus faible taux parmi les pays d'Afrique du nord mais aussi le seul à avoir vu son taux augmenter.

Paradoxalement, la Tunisie est le seul pays à avoir enregistré une hausse du taux d'excès pondéral chez l'enfant qui est passé de 8,8% en 2005 à 14,3% en 2016.

L'obésité chez les adultes gagne elle aussi du terrain puisqu'elle a augmenté de plus de 30% en 9 ans, passant ainsi 18,5% (1,3 millions de personnes) en 2005 à 24,2% (1,9 millions de personnes) en 2014.

Près d'un tiers des femmes en âge de procréer dans le monde souffrent d'anémie, ce qui menace la nutrition et la santé de nombreux enfants. Elle constitue donc un indicateur d'une nutrition déficiente. En Tunisie, le taux de femmes anémiques en âge de procréer est passé de 27,8% en 2005 à 31,2% en 2016. Cependant ce taux reste le plus faible de la région.

Le taux de femmes qui allaitent exclusivement au sein pendant les 5 premiers mois du nourrisson a augmenté passant de 6,2% en 2005 à 8,5% ce qui contribue essentiellement à réduire les retards de croissance chez les enfants.

Selon une estimation récente, un allaitement adéquat des nourrissons de moins de 6 mois sauverait chaque année la vie de 820.000 enfants et préviendrait 20.000 décès maternels dus au cancer.

Source : fr.africatime.com.

Tunisie : Les énergies renouvelables dans l'agriculture peuvent réduire le coût de production

La rationalisation de la consommation de l'énergie et l'utilisation des sources d'énergies renouvelables comptent parmi les principales alternatives du secteur agricole en Tunisie, vu la rareté des sources d'énergie traditionnelle, la hausse continue des prix de l'énergie et des hydrocarbures ainsi que la dépréciation du dinar, selon les résultats des études réalisées par l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME), l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA) et l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), dans le cadre d'un projet de développement de l'énergie solaire en Tunisie.

Les résultats de cette étude ont fait ressortir que l'autoproduction d'énergie à travers l'énergie solaire, notamment dans les poulaillers et les centres de collecte du lait permettra d'économiser 40% de la facture électrique.

En outre, l'utilisation du chauffe-eau solaire dans les activités agricoles qui nécessitent des eaux chaudes mobilisent 70% des dépenses de réchauffement.

Cette étude sectorielle a montré l'amélioration du rendement de l'investissement agricole grâce aux énergies renouvelables et la réduction du coût énergétique ainsi que l'approvisionnement des terres non raccordées au réseau électrique en électricité, sachant que la consommation énergétique du secteur agricole a frôlé les 300 mille tonnes équivalents pétrole (TEP), soit une hausse de la consommation de l'électricité de 6% annuellement. Selon les experts du domaine la rationalisation de la consommation d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur agricole permettra de réduire le besoin énergétique dans ce secteur, lequel dépasse 30% du coût de la production, étant donné que ce

secteur est automatisé dans les différentes phases de la chaîne de production.

La généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables est à même de créer des investissements agricoles diversifiés et une nouvelle dynamique au profit de l'agriculteur, des bureaux d'études, des agents d'installation et de maintenance des équipements.

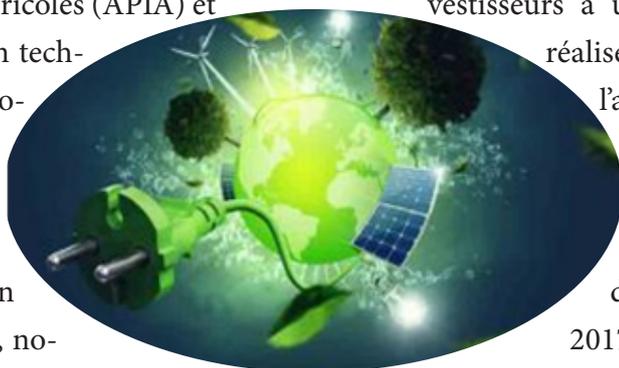
La nouvelle loi sur l'investissement encourage les investisseurs à utiliser l'énergie solaire pour réaliser des projets agricoles dans l'aquaculture et les services, faisant savoir que des primes oscillant entre 50 et 60% du coût des équipements ont été débloquées depuis le 1^{er} avril 2017.

Le projet de maîtrise de l'énergie et l'utilisation de l'énergie solaire dans le secteur agricole a permis dans une première étape de consacrer des investissements d'une valeur de 50 millions de dinars à des projets agricoles et de l'aquaculture.

L'APIA œuvre à sensibiliser les agriculteurs et généraliser l'intégration des énergies renouvelables dans le secteur, d'autant plus que la Tunisie regroupe 516 mille exploitations agricoles, dont 75% sont de petites et moyennes superficies de moins de 10 hectares.

Ce projet permettra de créer de nouveaux emplois au cours des cinq prochaines années, soit 600 mains-d'œuvre chargées du montage et de la maintenance des équipements. Sachant que la maintenance de ces équipements ne nécessite pas une connaissance technique, d'où l'opportunité de former les agriculteurs dans ce domaine.

Source : webmanagercenter.com.



Importation des céréales

La Tunisie a acheté le 18/09/2017, 50 mille tonnes d'orge fourragère au prix moyen de 203.35 Dollars/tonne (494.049DT/T). Ces quantités devraient arriver aux ports tunisiens durant novembre 2017. Comparé au prix de l'orge locale (500 DT/T pour la récolte 2017), le prix de l'importé sera inférieur de 5.951 Dinars/tonne (-1.19%). Par rapport aux achats précédents, le prix de cette dernière fois, a augmenté de 12.98 dollars/tonne.

La situation actuelle caractérisée par un déficit hydrique relativement sévère impose au pays d'importer des produits fourragers nécessaires au bétail. Néanmoins les achats céréaliers réalisés jusqu'à présent ont permis d'assurer les besoins en alimentation humaine et pour le cheptel sans rupture et à moindre coût.

Source : Office des Céréales

produit	Quantité (1000T)	Prix (dollars/T)		différence		Comparaison entre les prix local et l'importé en DT/T			
		23/08/2017	19/09/2017	dollars	%	local	importé	différence	%
Orge fourragère	50	190.37	203.35	+12.98	+6.82	500	494.049	-5.951	-1.19

Le WWF tire la sonnette d'alarme : La mer Méditerranée, une richesse unique en déclin rapide

«La mer Méditerranée représente seulement 1% de la surface océanique mondiale, mais est à l'origine de 20% de la production marine du monde ». Cependant cette richesse dépend d'un patrimoine qui se dégrade rapidement, a constaté le Fonds Mondial pour la Nature (WWF), dans un rapport produit en collaboration avec le Boston Consulting Group (BCG).

Avec ses 46 000 km de littoral, la mer Méditerranée fait vivre 150 millions d'individus. Le rapport du WWF intitulé «Relancer l'économie de la mer Méditerranée : les actions pour un futur durable» montre que la mer Méditerranée joue un rôle fondamental dans

l'économie de la région mais que le patrimoine naturel de la mer – qui soutient une grande partie de l'économie et contribue au bien-être de la communauté – s'érode.

Il s'agit d'une analyse, la plus pointue jamais réalisée, sur le patrimoine naturel de la Méditerranée. Elle évalue la valeur globale du patrimoine de la Méditerranée à plus de 5,6 millions de millions de dollars US. Cette valeur correspond à l'exploitation d'actifs naturels incluant les littoraux productifs, les pêcheries et les herbiers marins. La production économique annuelle estimée de la mer est d'au moins 450 milliards de dollars US.



Calculée de la même manière que le PIB national, la richesse de la mer Méditerranée la placerait au 5^{ème} rang des économies nationales de la région. A titre de comparaison, elle génère une production annuelle à peu près équivalente à celle de l'Algérie, de la Grèce et du Maroc réunis.

Cependant, le rapport révèle aussi que de nombreuses ressources de la mer Méditerranée sont en déclin à cause d'une exploitation non durable, ainsi que l'accélération de l'utilisation de ces ressources. Concentré sur le secteur des pêches et l'industrie touristique en croissance rapide, le rapport montre

que l'équilibre de la mer Méditerranée est à un tournant décisif.

Le tourisme est le secteur qui contribue le plus aux économies locales, représentant 11% du PIB cumulé des pays méditerranéens. Cependant, le modèle actuel de tourisme de masse – qui implique souvent un développement agressif du littoral, une consommation d'eau et d'énergie excessive et une gestion non durable des déchets et des eaux usées – a dégradé l'environnement côtier et marin. Selon le rapport, le tourisme représente plus de 90% de la production économique annuelle de

la Méditerranée. L'utilisation des zones côtières pourrait générer des conflits compte tenu de la croissance prévisible du tourisme dans la région.

Le secteur de la pêche méditerranéenne, au troisième rang de l'économie de la région, traverse ces dernières années une crise qui va en s'aggravant.

Ce secteur a toujours une valeur globale estimée à plus de 3 milliards et génère directement plus de 180 000 emplois.

“Alors que le tourisme de masse a montré ses limites et que la pêche illégale menace des modes de vie ancestraux, la protection de l'environnement marin doit être une priorité absolue pour la Tunisie. La gestion intégrée de la zone côtière ainsi que la planification de l'espace maritime doivent prendre en considération les besoins

et les interactions de tout le milieu, y compris les activités humaines”, estime le Chargé du programme marin au bureau du WWF Afrique du Nord à Tunis.

Il recommande, par ailleurs, 6 priorités pour parvenir à un avenir durable pour la Méditerranée: la mise en œuvre d'une gestion et une planification maritime cohérentes et axées sur les écosystèmes, la mise en place d'une “économie bleue” durable, la consécration d'une économie respectueuse du climat et neutre en carbone, le déblocage du potentiel productif du patrimoine naturel à travers des financements publics et privés, la réduction de l'empreinte du tourisme de masse et rechercher des modèles de tourisme plus durables.

Source : webmanagercenter.com.

Appel mondial pour appliquer une tolérance zéro face aux pertes et au gaspillage alimentaires

Chaque année, un tiers de la nourriture destinée à la consommation humaine est soit perdue, soit gaspillée. Ces pertes et gaspillages interviennent tout au long de la chaîne logistique, du champ jusqu'à l'assiette. Au-delà de l'aspect nutritionnel, cela représente un gaspillage de main d'œuvre, d'eau, d'énergie, de terres et d'autres intrants. Si les pertes et le gaspillage alimentaires étaient un pays, ils se classeraient au troisième rang mondial du plus important émetteur de gaz à effet de serre.

Parmi les 815 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde, la majorité d'entre eux vivent dans les zones rurales des pays en développement et sont des agriculteurs familiaux, des éleveurs ou encore des pêcheurs. Ils ont très peu accès aux moyens modernes nécessaires afin d'éviter les pertes et le gaspillage alimentaires et souvent leurs systèmes alimentaires locaux sont sujets à d'importantes lacunes lors de la maintenance post-récolte, du transport, de la transformation et de la réfrigération.

En réduisant les pertes et le gaspillage alimentaires tout au long de la chaîne de valeur, les systèmes alimentaires sains peuvent contribuer à promouvoir les efforts en faveur de l'adaptation au climat et de l'atténuation de ses effets, de la conservation des ressources naturelles et du renforcement des moyens d'existence ruraux.

Tout au long de la chaîne de valeur alimentaire - de la production, en passant par le stockage et la transformation jusqu'à la distribution puis la consommation - la FAO a développé des outils et des méthodes en mesure

d'identifier les pertes, de déterminer leurs causes et a réfléchi à des solutions potentielles pour y faire face.

En Asie du Sud-Est par exemple, les producteurs de fruits et de légumes ont découvert que près de 20 % des tomates s'abîmaient lors du transport à cause de la manière dont elles étaient conditionnées en vrac. Des initiatives visant à améliorer les pratiques d'emballage, avec notamment la participation des producteurs et d'autres intervenants, ont eu pour effet de réduire ces pertes à hauteur de 90%.

En 2011, la FAO a lancé une Initiative mondiale pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires appelée « Save Food ». L'initiative comprend un réseau de plus de 900 partenaires issus de plusieurs organisations internationales appartenant au secteur privé, à la société civile et bien d'autres encore, avec pour objectif de sensibiliser le public sur la meilleure manière d'éviter les pertes et le gaspillage alimentaires et d'échanger des idées et des bonnes pratiques.

La FAO fournit également des données et des informations de manière à ce que les décideurs politiques puissent mieux comprendre où et de quelle manière les pertes et le gaspillage alimentaires interviennent. L'Organisation travaille également avec ses partenaires afin de mesurer l'impact de la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Source : fao.org.

L'Afrique appelle à l'utilisation des variétés de plantes génétiques pour stimuler la sécurité alimentaire

À Kigali, capitale du Rwanda, les 19 et 20 septembre 2017, le forum régional de l'union africaine sur la mise en oeuvre du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPGAA) a appelé les économies africaines à prendre l'initiative d'embrasser les variétés génétiques de cultures dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et l'agriculture durable. Le traité TIRPGAA a été adopté par la 31ème session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le 3 novembre 2001. Ces objectifs sont la conservation et l'utilisation durable de toutes les ressources phylogénétique pour l'alimentation et l'agriculture, et le partage équitable des avantages découlant de leur utilisation pour l'agriculture durable et la sécurité alimentaire. La réunion visait notamment à discuter de la contribution des ressources phylogénétiques à l'augmentation de la productivité agricole et à la sécurité alimentaire sur le continent, où l'insécurité alimentaire est la plus répandue. Dans la plupart des

pays du continent, les problèmes liés à la malnutrition et à la faiblesse des récoltes sont les principales pré-occupations en matière d'insécurité alimentaire. Les ressources phylogénétiques et les graines résilientes ont de grandes chances de stimuler le rendement et de rendre les champs de culture existants plus productifs. En vertu de ce traité, les ressources génétiques végétales sont les matières premières de nouvelles variétés de cultures qui sont essentielles à la lutte de l'humanité contre la faim. Des investissements sont nécessaires dans la recherche agricole, la biodiversité et le développement des cultures afin de s'assurer que les nouvelles semences de récolte ont un impact positif sur la productivité et, en fin de compte, améliorent les moyens de subsistance des agriculteurs. Les participants ont appelé à la participation des agriculteurs à des activités telles que l'amélioration des plantes, la sélection des variétés et la conservation des variétés de semences améliorées.

Source : www.mediaterre.or

Maroc : La filière des agrumes a-t-elle atteint les objectifs établis par le contrat-programme ?

Au Maroc, la filière agrumicole est liée à l'Etat par un contrat-programme. Etabli en 2009, ce partenariat fixe divers objectifs à atteindre d'ici 2018 comme, par exemple, la plantation ou le renouvellement de 50 000 ha de vergers agrumicoles, parvenir à produire 2,9 MT et en exporter 1,2 MT. Une enveloppe budgétaire de 9 milliards de dirhams est consacrée à l'exécution de ce contrat-programme dont 3 milliards financés par l'Etat et 6 milliards par le privé.

Ce contrat-programme a été bénéfique pour la filière. A quelques mois de son terme (fin 2018), les résultats sont plutôt positifs : mais le bilan est moins satisfaisant en ce qui concerne l'export qui risque de ne pas remplir ses objectifs. « le marché des agrumes étant hyper concurrentiel à l'international ». Les concurrents directs du Maroc (l'Espagne, l'Italie et la Grèce) se situant tous -à l'exception de la Turquie et d'Israël- dans l'espace européen, bénéficient de de la proximité des clients et des avantages liés à l'appartenance à un grand marché

commun ».

Les exportations d'agrumes restent toujours faibles et peinent à se développer malgré les efforts fournis dans le cadre du contrat-programme. L'encadrement et la formation des agriculteurs ont été intensifiés notamment par le biais de l'organisation d'ateliers « au profit des techniciens et des ouvriers pour améliorer la qualité du produit ainsi que gérer tous les risques liés aux différentes étapes du verger jusqu'au client final »,.

Des discussions ont également été entreprises avec les autres acteurs liés à l'exportation, par exemple les structures portuaires, dans le but de promouvoir et d'organiser l'exportation.

L'agrumiculture est l'une des cultures les plus importantes au Maroc : elle emploie 150 000 personnes dont 100 000 dans les vergers et assure les revenus de nombreuses familles du monde rural.

Source : <http://www.agrimaroc.ma>

Forest Watcher : une nouvelle application pour surveiller la déforestation sans réseau Internet

La déforestation se produit souvent hors de la vue des personnes habilitées à la stopper. Bien que des systèmes tels que GFW suivent les forêts à distance, les personnes qui se trouvent aux premières lignes de la lutte contre la déforestation n'ont généralement pas de connexion Internet, alors que celle-ci est indispensable pour accéder aux informations et agir en conséquence.



Forest Watcher a été conçue pour faciliter l'accès hors connexion aux données de Global Forest Watch sur l'évolution des forêts. Avec cette application, l'évolution des forêts s'affiche directement sur les périphériques

mobiles des gestionnaires de forêts, des communautés autochtones et des autorités compétentes du monde entier, quelle que soit la connectivité. Après l'installation initiale et la mise en cache des données sur l'appareil mobile, l'application dirige les utilisateurs vers les déboisements de forêts les plus proches, même en l'absence de réseau. Elle leur permet également de prendre des photos et de fournir des renseignements sur la déforestation dont ils sont témoins à l'aide de formulaires : ils

pourront télécharger ces données ultérieurement, lorsqu'ils disposeront d'une connexion Internet.

Source : <http://www.mediaterre.org>

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

L'indice de la faim dans le monde « Global Hunger Index » (GHI) indique les scores de dénutrition dans les régions et pays. A mesure qu'il soit élevé, le niveau de malnutrition est haut. Le (GHI) de 2016 a diminué de 29% pour les pays en développement depuis l'an 2000. Cependant, pour atteindre l'Objectif de Développement Durable (ODD2) de Faim Zéro, il est nécessaire de palier aux défis d'insécurité alimentaire dans ces régions. A l'échelle internationale, on distingue que:

- Les scores GHI les plus graves sont encore en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud malgré les progrès réalisés depuis 2000.
- La situation est alarmante dans 50 pays. Selon les dernières estimations, 10 pays ont été identifiés comme source de préoccupation primordiale dont la Libye, le Soudan et la Somalie. Ces pays souffrent de dénutrition et de mortalité infantile, d'où la nécessité d'accroître les efforts de recherche et d'analyse dans ces régions-là.
- Seuls 22 pays ont réussi à réduire leur score de GHI de 50% ou plus entre 2000 et 2016, notamment le Rwanda, le Cambodge et le Myanmar.
- Les scores GHI les plus élevés appartiennent à la Ré-

publique centrafricaine et le Tchad qui souffrent des impacts climatiques et de mauvaise gouvernance.

A l'échelle nationale, l'examen des indicateurs de GHI révèle des disparités entre les régions et même entre les provinces d'un même pays à savoir les inégalités entre les niveaux de malnutrition. Par exemple la Jordanie et le Mexique figurent parmi les pays ayant un faible niveau de dénutrition ; mais à l'échelle infranationale, les taux de croissance varient considérablement. A l'autre extrémité de l'échelle de GHI où le niveau global de malnutrition est élevé, la situation est critique en Zambie et au Sierra Leone et les indicateurs varient aussi entre ces régions-là.

Par ailleurs, l'idée d'un plan transformateur sur l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et le changement climatique a été proposée par le Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies, David Nabarro, qui a en outre analysé les causes profondes qui entravent l'Objectif de Faim Zéro pour 2030. Parmi ses recommandations il suggère par exemple, la nécessité d'un engagement pangouvernemental et une transformation des systèmes alimentaires.

CLASSEMENT DES SCORES GHI POUR LES GHI 1992, 2000, 2008 ET 2016

Rang	Pays	1992	2000	2008	2016
18	Tunisie	13,6	9,0	6,2	5,5
21	Jordanie	12,6	9,8	5,9	5,7
75	Myanmar	55,8	45,3	32,0	22,0
91	Rwanda	54,6	58,7	37,9	27,4
112	Sierra Leone	57,8	53,9	45,3	35,0
118	République centrafricaine	52,2	51,5	48,0	46,1

Sources :

Indice de la faim dans le monde 2016 : atteindre l'objectif zéro
Welt hunger hilfe

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

CONCERN worldwide